



Le ministre de l'Economie Olivier Curty va lancer une étude cantonale sur les remontées mécaniques

L'Etat ne fermera aucune station

« PROPOS RECUEILLIS PAR
STÉPHANE SANCHEZ

Tourisme » Ouvrir une réflexion à l'échelle cantonale sur l'avenir des remontées mécaniques: l'idée couvait depuis un certain temps. La démarche est désormais officiellement lancée. Le 29 juin dernier, Olivier Curty, directeur de l'Economie, de l'emploi et du tourisme, a réuni les présidents et directeurs des remontées fribourgeoises pour leur soumettre son projet: créer un «master plan» ou une «vision 2030» de ce secteur d'activité. «Nous ne sommes qu'au début de nos réflexions et nous les mènerons ensemble, avec les remontées», insiste le conseiller d'Etat, avant d'exposer ses objectifs.

Pourquoi cette démarche maintenant?

Olivier Curty: Plusieurs remontées m'ont contacté, parce qu'elles ont des projets d'expansion, parce qu'elles doivent renouveler une concession ou parce qu'elles rencontrent des problèmes financiers. Chacune veut savoir si elle pourra investir et si l'Etat la soutiendra. Mais à mon avis, il faut une vision globale, pour savoir si l'argent sera bien investi ou pas, si le projet apportera quelque chose à la société en question et si elle restera viable à long terme.

L'Etat a investi 12 millions de francs pour le funiculaire de Moléson et la télécabine de Charmey, en 1996. En 2008, il a débloqué 25 millions pour les installations de cinq stations. A l'époque, un député avait accusé le Conseil d'Etat d'avoir formulé un «décret d'arroser»,

sans distinction des priorités, de l'importance et de la viabilité des remontées soutenues. Il s'agit d'éviter qu'on nous fasse ce reproche.

D'où l'étude...

Oui. L'idée est de se réunir pour mener une analyse ensemble. Il y aurait un volet macroéconomique: les conditions-cadres, l'impact du franc fort, le poids du secteur dans le produit intérieur brut (PIB), la planification territoriale, la tendance générale de l'offre et de la demande, la concurrence nationale, la situation environnementale et climatique.

«Il faut une vision globale, pour savoir si l'argent sera bien investi»

Olivier Curty

Il s'agirait aussi de dresser un état des lieux de l'infrastructure, de l'offre, du positionnement, des ressources, de la gouvernance et du modèle d'affaires de chaque remontée. Tout cela pour évaluer leur potentiel et définir leur positionnement. On veut concentrer nos moyens sur les investissements propres à assurer une vraie diversification de l'offre sur quatre saisons et une viabilité économique.

On se dirige apparemment vers le modèle vaudois...

Est-ce qu'on s'inspirera de ce qui

s'est fait dans les cantons de Vaud ou du Valais? Est-ce que ce sera une solution fribourgeoise? Tout cela reste à définir. Il n'y a eu qu'une séance! Pour l'instant, j'ai délégué des collaborateurs de la direction et de l'Union fribourgeoise du tourisme, qui travailleront avec quatre représentants des remontées, Michel Losey (président des Remontées mécaniques des Alpes fribourgeoises, ndlr), Félix Burdel (président des remontées du Lac-Noir), Antoine Micheloud (directeur des remontées de Moléson) et Fabien Morand (président des remontées des Pacots). Ce groupe devra définir un projet d'étude susceptible d'être accepté par toutes les parties.

Il ne s'agit pas de décréter une approche de manière unilatérale. D'autant que l'Etat n'est pas engagé dans les sociétés d'exploitation. Je suis prêt à jouer un rôle actif, mais je ne vais rien imposer.

Fixer des priorités, cela signifie aussi faire des sacrifices, voire fermer une station, non?

Ce n'est pas l'Etat qui dira si telle ou telle station doit fermer ou pas. Nous avons affaire à des structures privées. Ce sera aux sociétés et à leurs actionnaires de tirer leurs conclusions, sur la base du résultat de cette étude, des liquidités dont elles disposent et du soutien communal ou régional qu'elles reçoivent. Et il ne s'agit pas de détruire des structures, des stratégies ou des modèles d'affaires qui fonctionnent.

En Gruyère, une réflexion globale est aussi en cours.

Nous sommes en parfaite



concertation avec le préfet de la Gruyère. Notre projet irait plus loin, mais ne remplacerait pas forcément celui de l'Association régionale de la Gruyère.

Avez-vous fixé des échéances?

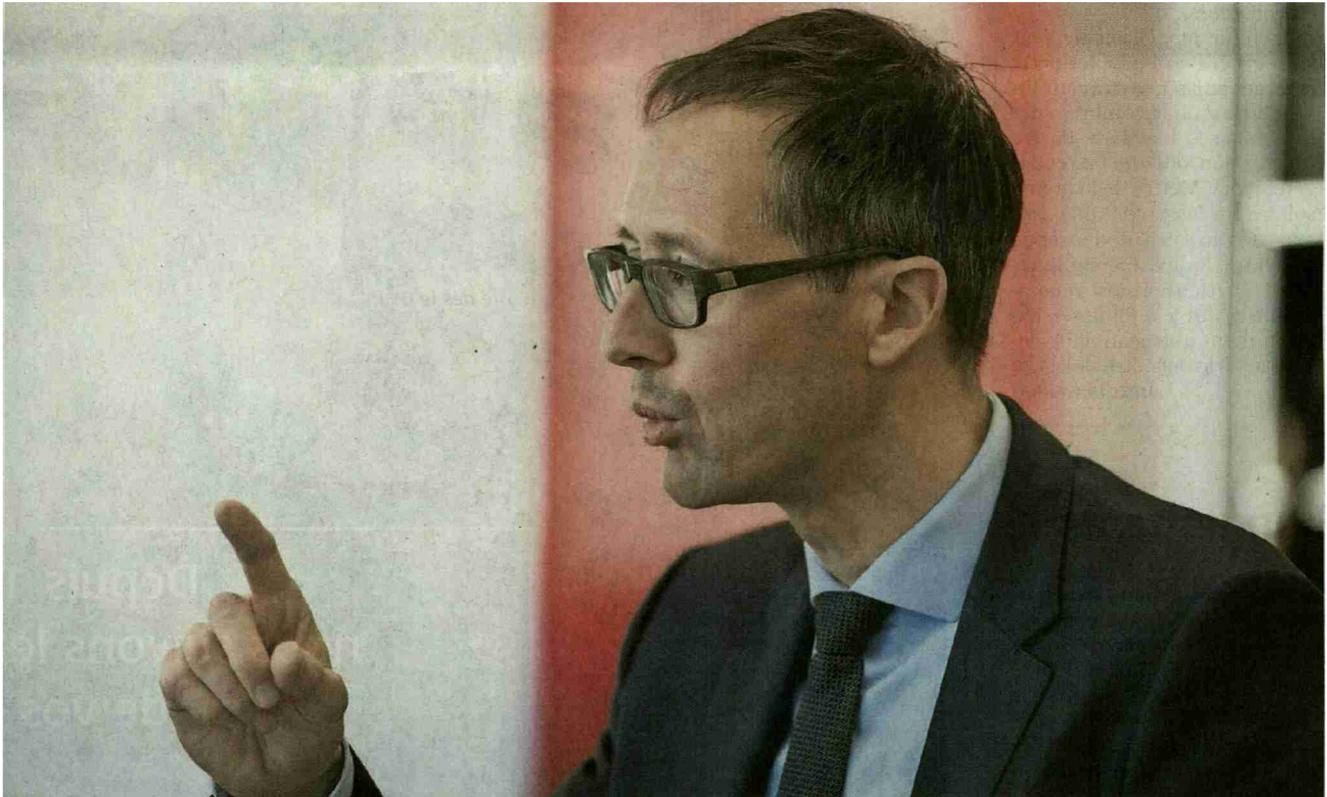
Pas encore. Mais j'espère que nous arriverons à un accord sur

le contenu de l'étude cette année encore. Ensuite, il faudra avancer rapidement, trouver un financement et mandater des experts. Il y a une certaine urgence. Beaucoup de sociétés me contactent.

Certaines sociétés disent en effet devoir réagir très vite, sur un

marché qui évolue fortement...

Une fois que l'on aura cette vision, on aura des arguments de poids pour investir et éventuellement pour accélérer quelques procédures. Un peu à la manière dont on agit en matière de promotion économique, lorsque certains projets à forte plus-value sont jugés prioritaires. »



«Ce n'est pas l'Etat qui dira si telle ou telle station doit fermer ou pas», explique le conseiller d'Etat Olivier Curty. Alain Wicht-archives

C'EST LE MOMENT DE FIXER DES RÈGLES CLAIRES

«Cette démarche est positive», commente Pascal Fragnière, secrétaire des Remontées mécaniques des Alpes fribourgeoises. «Les aides de 2008 ont permis à certaines stations de tirer leur épingle du jeu, alors que d'autres cherchent encore à développer leur offre estivale, qui est finalement un créneau assez récent. Ces aides constituaient une étape de ce développement et d'autres défis se présentent. Il est donc impor-

tant que les sociétés disposent de critères clairs quant à la possibilité d'obtenir ou pas de nouveaux soutiens. Nous souhaitons que les démarches des différents niveaux politiques – canton et district – se fassent de manière concertée. Et nous espérons aussi que cette démarche de l'Etat n'entravera pas ou ne ralentira pas le développement des sociétés qui ont déjà une vision stratégique bien établie.» SZ